

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0363 du Lundi 30 Aout 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Chine

• (Page 08)

Pékin s'attaque désormais aux algorithmes

Après les cryptomonnaies, les jeux vidéo et les données privées, le gouvernement...

Concurrence

Apple fait une concession majeure sur son App store

Les applications pourront envoyer un email à leurs usagers pour les informer qu'ils peuvent acheter un... • (Page 8)

Evolution du marché financier régional

• (Page 03)

Education

La Banque mondiale appuie le Togo avec 60,1 millions de dollars

La Banque mondiale a approuvé le 26 août 2021, un financement de 60,1 millions... • (Page 02)

RFI / Éco d'ici éco d'ailleurs

La relance en Afrique : où, et comment ?

La relance économique est lancée en Afrique. Les droits de tirage spéciaux mis en place par le FMI prennent effet... • (Page 04)

Post Covid-19

Eviter une reprise économique à deux vitesses

La chancelière allemande Angela Merkel et les dirigeants des institutions internationales... • (Page 06)

Football

Agassa Kossi quitte le staff des Eperviers

L'entraîneur des gardiens de la sélection nationale du Togo, Kossi Agassa... • (Page 11)

Abdoulaye DIOP et Edoh Kossi AMENOUNVE ont échangé



Sommet économique du «G20 Compact with Africa» • (Page 04)

Le Togo plaide pour un soutien renforcé des pays africains



Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	555,000	5,060	762,750	608,250	439,500	85,500	150,500
Vente	655,957	562,000	5,120	769,750	614,250	446,500	87,000	153,500

Source : BCEAO

Education

La Banque mondiale appuie le Togo avec 60,1 millions de dollars

La Banque mondiale a approuvé le 26 août 2021, un financement de 60,1 millions de dollars pour aider le gouvernement du Togo à améliorer la qualité et assurer un accès équitable à l'éducation de base.

● Eyram AKAKPO

Ce financement de l'Association internationale de développement (IDA) et du partenaire mondial pour l'éducation, soutiendra la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'éducation 2020-2030 du gouvernement. Ainsi, les interventions du projet visent à renforcer l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire, ainsi qu'améliorer la gestion globale du système éducatif. En plus de la construction de nouvelles salles de classe, le projet soutiendra la formation des enseignants, la réforme des curricula, la politique des manuels scolaires ainsi qu'un programme de subvention basée sur la performance. Afin de réduire les obstacles à la scolarisation des filles dans les zones défavorisées, le projet soutiendra la mise en œuvre d'un ensemble d'interventions à plusieurs niveaux pour créer un environnement sécurisé et sensible à la dimension du genre. « En dépit des efforts déployés ces dernières années, le secteur éducatif demeure confronté à d'important défis qui expliquent parfois les faibles résultats d'apprentissage. Ce financement contribuera à la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale 2025 en soutenant les projets prioritaires visant à augmenter les capacités d'accueil scolaire et à améliorer la qualité de



● Hawa Wague, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo.

l'enseignement ; ceci afin de renforcer l'indice du capital humain du pays », a souligné Hawa Wague, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo. Pour promouvoir le numérique dans l'environnement scolaire, le projet financera la mise en place d'une plateforme multimodale d'apprentissage à distance, en mutualisant les efforts existants et futurs. Le projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base s'aligne sur les objectifs fondamentaux du Plan national de développement (PND) du Togo. Il s'inscrit aussi dans la nouvelle feuille de route nationale 2025 du gouvernement togolais dont l'un des objectifs est d'offrir une éducation équitable et de qualité à tous les élèves. L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus

pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,6 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 113 pays. Le volume annuel des engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 61 % environ de ce montant étant destinés à l'Afrique.



AUX DÉCIDEURS ...

Moustiques génétiquement modifiés... anti paludisme...

Il a été dit que le paludisme engendre la pauvreté et que la pauvreté engendre le paludisme. C'est la réalité dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, où, après des décennies d'initiatives de lutte, il y avait encore quelque 384 000 décès et 188 millions de cas de paludisme en 2019.

La prévention du paludisme dans les pays africains dépend fortement de l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide et de la pulvérisation domestique. Ces efforts, associés à un traitement efficace, ont considérablement réduit le fardeau du paludisme à travers le continent. Mais les progrès ont stagné vers 2015. Dernièrement, certains pays ont signalé une augmentation du nombre de cas.

Une des raisons est la résistance aux insecticides. Ceci est le résultat de l'utilisation à long terme de produits chimiques dans la santé publique et l'agriculture. De nouveaux insecticides sont en cours de développement, mais ils pourraient eux aussi devenir inefficaces – et ils sont chers.

La lutte contre le paludisme doit donc cesser de trop dépendre des insecticides au profit d'options plus durables.

En 2016, un panel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a conclu que même avec la meilleure utilisation des approches actuelles, il y aurait encore 11 millions de cas de paludisme en 2050. Ce qu'il faut, ce sont des stratégies intégrées à plus long terme pour compléter les méthodes actuelles. Ceux-ci peuvent inclure une gestion environnementale à grande échelle pour réduire la reproduction des anophèles, des maisons à l'épreuve des moustiques, des systèmes de santé plus solides et une éducation du public axée sur la prévention des maladies.

Heureusement, de nouvelles technologies sont également en cours de développement qui pourraient compléter ces stratégies à moindre coût et avec moins d'efforts.

Un exemple particulièrement excitant est la libération de moustiques génétiquement programmés, que nous appelons « moustiques protecteurs ». Lors de l'accouplement avec des moustiques sauvages, ils produisent une progéniture qui est soit incapable de se reproduire, soit incapable de transmettre les parasites du paludisme.

Dans la nature, il existe un phénomène appelé forçage génétique qui opère dans le processus de reproduction. C'est à ce moment qu'un élément génétique est capable d'augmenter les chances qu'il soit hérité par la progéniture.

Les chercheurs adaptent des approches similaires pour créer des méthodes révolutionnaires de contrôle des maladies transmises par les insectes. Ils utilisent des outils d'édition de gènes pour modifier les capacités de certains moustiques et s'assurer que ces capacités sont transmises à la génération suivante. Cela a déjà fait ses preuves dans des contextes expérimentaux.

Contrairement à la modification génétique traditionnelle, le forçage génétique permet une propagation extrêmement rapide des caractéristiques souhaitées. Les moustiques génétiquement programmés pourraient s'emparer des populations sauvages de moustiques vecteurs de maladies en quelques générations seulement, même dans des endroits reculés.

Les travaux d'une équipe de recherche ont montré qu'il existe un soutien pour les technologies de plusieurs groupes de parties prenantes. Mais il y a aussi un certain scepticisme. Cela signifie que davantage d'éducation et d'évaluations des risques sont nécessaires pour éclairer le développement ultérieur de la technologie. Peser les risques et les avantages

Comme pour de nombreuses autres technologies, celle-ci présente des risques perçus ainsi que des avantages potentiels. Ceux-ci doivent être examinés avant qu'une décision finale ne soit prise. Il existe plus de 3 500 espèces de moustiques. Seuls 50-70 peuvent transmettre le paludisme à l'homme. Souvent, il n'y a que deux ou trois de ces espèces qui dominent la transmission du paludisme dans un pays. Une lutte efficace contre le paludisme peut donc être obtenue en identifiant, en comprenant puis en ciblant une ou deux espèces dominantes au lieu d'essayer de tuer tous les moustiques.

L'approche du forçage génétique ciblerait uniquement les espèces de moustiques sélectionnées sans affecter les organismes non ciblés. C'est pourquoi c'est l'une des méthodes de lutte contre les moustiques les plus respectueuses de la biodiversité.

La recherche a également montré que la plupart des créatures qui s'attaquent aux moustiques anophèles mangent également d'autres espèces d'insectes. Il est donc peu probable que la perte des quelques espèces dangereuses d'anophèles mette en danger l'ensemble des populations de moustiques ou leurs prédateurs naturels. Prochaines étapes

Les pays africains doivent évaluer la technologie et prendre des décisions éclairées sur la façon dont elle peut être utilisée en toute sécurité pour arrêter les millions de cas et les milliers de décès. Une armée de moustiques protecteurs pourrait transformer la lutte contre le paludisme en Afrique.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Evolution du marché financier régional

Abdoulaye DIOP et Edoh Kossi AMENOUNVE ont échangé

Le président de la Commission de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine), Abdoulaye DIOP, a reçu en audience, vendredi 27 août 2021 à Ouagadougou, le Directeur général de la BRVM (Bourse régionale des valeurs mobilières), Edoh Kossi AMENOUNVE. L'évolution du marché financier régional était au cœur des échanges entre les deux personnalités.

• Joël YANCLO

La rencontre a eu lieu au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou en présence du Commissaire en charge du Marché Régional et de la Coopération Pr Filiga Michel SAWADOGO. Le Directeur général de la Bourse régionale des valeurs Mobilières (BRVM), après avoir souligné la collaboration très fructueuse avec les différents Organes et institutions de l'Union, a exposé au président de la Commission de l'UEMOA les acquis et perspectives de développement pour un marché financier plus dynamique et plus diversifié au regard des défis de l'heure. La crise sanitaire liée au covid-19 s'est aussi invitée aux échanges. Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a indiqué la résilience du marché boursier face à cette pandémie. Pour sa part, le Président Abdoulaye DIOP

a marqué toute la disponibilité de l'Organe exécutif de l'Union à renforcer la collaboration avec la BRVM pour le développement du marché financier régional. Pour rappel, la BRVM, créée en 1996, est commune à l'ensemble des huit (8) pays de l'UEMOA. Ses principales missions sont, notamment, l'organisation du marché boursier, la cotation et la négociation des valeurs mobilières, la diffusion des informations boursières ainsi que la promotion et le développement du marché. La BRVM a pour principales missions, l'organisation du marché boursier ; la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; la diffusion des informations boursières ; la promotion et le développement du marché. En 2020, la BRVM a enregistré 246 milliards de FCFA de valeur de transactions contre 136 milliards de FCFA en 2019, soit une progression de 80



• Le Dg/BRVM Edoh Kossi AMENOUNVE (à gauche) et Abdoulaye DIOP, président de la Commission de l'UEMOA

% ; 46 sociétés cotées, pour une capitalisation boursière de 4 367 milliards de FCFA ; 80 lignes obligataires pour une capitalisation de 6 051 milliards de FCFA ; 3 Sukuk cotés ; 328 096 titres échangés en moyenne journalière ; 980,24 millions de FCFA

transigés en moyenne journalière un PER moyen de 10,03 et (vii) un ratio de liquidité qui s'établit à 3,60 %. Quant au DC/BR, il a enregistré une conservation totale de 10 961 milliards de FCFA, soit une hausse de 15 % comparé à 2019 et des Evénements Sur Valeurs (ESV) de 1 055 milliards de FCFA, en progression de 24 % comparé à 2019. Outre les activités de marché, l'année 2020 a été riche en actions stratégiques pour la BRVM et le DC/BR. Ces actions avaient pour objectifs de favoriser l'accès des PME au Marché, de développer des partenariats stratégiques, d'améliorer la culture boursière des populations, de promouvoir les aptitudes de la BRVM à apporter de l'assistance technique, de renforcer l'implication de la BRVM dans les valeurs RSE et d'assurer la promotion du marché.

Afrique subsaharienne

Facebook élargit la disponibilité de Marketplace à 37 nouveaux pays

Le commerce en ligne connaît actuellement un boom inédit, particulièrement en Afrique où il attire des milliers de jeunes entrepreneurs. Les géants du Web mettent en place un cadre favorable au développement de cette tendance.

Facebook a annoncé le mardi 24 août le lancement de sa Marketplace dans 37 pays et territoires d'Afrique subsaharienne. Il s'agit d'un service pratique qui permet aux utilisateurs de la plateforme de découvrir, d'acheter et de vendre des articles neufs ou d'occasion à proximité de chez eux. Jusque-là, le service était seulement disponible en Afrique du Sud, en Ethiopie, au Kenya et au Nigeria. Les pays et territoires désormais concernés par ce lancement sont : le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso,

le Burundi, le Cap-Vert, la République centrafricaine, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Eswatini, la Guinée équatoriale, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Gabon, la Gambie, le Ghana, le Liberia, le Lesotho, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, Maurice, la Namibie, le Niger, la République du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Sud du Soudan, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda, le Sahara occidental et le Zimbabwe.



Les dirigeants de Facebook voient en cette expansion un moyen de renforcer leur engagement continu à aider à connecter les communau-

tés et de soutenir l'achat et la vente au moyen d'une adresse en ligne. Kojo Boakye, directeur des affaires publiques de Facebook pour l'Afrique, a déclaré à ce sujet : « l'expansion de Marketplace fournira à davantage de personnes une adresse pratique où elles pourront découvrir de nouveaux produits, acheter les choses qu'elles veulent, ou trouver des acheteurs pour les choses qu'elles veulent vendre. » Cette fonctionnalité vient s'ajouter aux nouvelles tentatives de Facebook pour monétiser ses plateformes, le lancement de Diem (ex Libra), son projet de cryptomonnaie, l'arrivée des Shops sur WhatsApp, etc. Ces différentes initia-

tives illustrent la volonté de Facebook de faire de ses différentes plateformes des espaces autosuffisants où les utilisateurs peuvent acheter, vendre et effectuer des transactions financières sans avoir besoin d'en sortir. Pour rappel, le service Marketplace a atteint 1 milliard d'utilisateurs dans le monde au premier trimestre 2021. Facebook compte 2,85 milliards d'utilisateurs actifs par mois, avec plus de 200 millions concentrés en Afrique.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Sommet économique du «G20 Compact with Africa»

Le Togo plaide pour un soutien renforcé des pays africains

Le Togo a participé activement aux travaux de la troisième édition du sommet économique du «G20 Compact with Africa» (CwA), qui se sont déroulés le vendredi 27 août 2021 à Berlin en Allemagne en virtuel et en présentiel. Occasion pour les autorités togolaises de faire une plaidoirie pour un soutien renforcé des pays africains.



● Bernard AFAWOUBO

Les pays africains qui ont adhéré à cette initiative du «G20 Compact with Africa» et les opérateurs économiques allemands ainsi les représentants du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international se sont réunis le vendredi 27 août dernier à Berlin en Allemagne en virtuel et en présidentiel au cours des travaux de la troisième édition du sommet économique du «G20 Compact with Africa». A cette troisième édition, le Chef de l'Etat est représenté par le ministre de l'Economie et des finances, Sani YAYA qui avait à ses côtés son collègue, Kodzo ADEDZE en charge du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Le ministre Sani YAYA au nom du Président de la République a salué l'initiative renouvelée de Madame Angela Merkel, Chancelière de la République Fédérale d'Allemagne, de réunir, pour la troisième fois à Berlin, les pays du « G20-Compact with Africa » (CwA) et les institutions financières internationales pour discuter des voies et moyens visant à renforcer l'accompagnement du développement de l'Afrique. Après avoir dressé le bilan à mi-parcours de la mise en œuvre de l'initiative Compact with Africa, les parties prenantes se sont penchées sur les moyens d'amélioration de l'environnement des

affaires et de promouvoir les cadres macro-économique, commercial et financier sur le continent. La participation du Togo à cette rencontre s'avère importante d'autant plus que le pays a entrepris ces dernières années des réformes remarquables pour créer un climat favorable à l'investissement privé. Le Togo s'est aussi engagé dans un nouveau partenariat de réformes avec l'Allemagne sur la base d'une nouvelle coopération ambitieuse. Ce partenariat reconnaît et soutient la dynamique des transformations structurelles contenues dans la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. « Depuis l'adhésion de mon pays au Compact with Africa, le gouvernement togolais a poursuivi ses efforts en vue de réaliser des réformes susceptibles d'attirer plus d'investisseurs et de créer des emplois pour les jeunes et les femmes » a déclaré Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances. Le ministre a témoigné sa reconnaissance aux autorités allemandes pour leur engagement en faveur de la coopération bilatérale qui s'est manifestée une fois encore avec la signature de la Déclaration d'intention conjointe du partenariat pour les réformes ainsi que la pause de la première pierre pour la construction d'un centre de formation professionnelle. Il a également remercié les partenaires techniques et financiers (PTF), notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international qui accompagnent le

Togo dans la mise en œuvre des réformes économiques et financières.

Plaidoirie pour un soutien renforcé des pays africains

Les impacts de la crise sanitaire sont également au centre de cette conférence au cours de laquelle le sujet du renforcement de la résilience des économies africaines post-Covid-19 a été abordé. Il était question de mobiliser les ressources pour faciliter l'accès aux médicaments, aux outils de diagnostic de la Covid-19 et à la production massive des vaccins en Afrique. Le ministre de l'Economie et des finances a saisi l'occasion pour plaider en vue d'un soutien renforcé aux pays africains dans la lutte contre la pandémie. « C'est le lieu pour moi de plaider en faveur d'un accompagnement plus accru de nos partenaires du G20 au profit de nos pays, en vue de soutenir davantage nos efforts pour un développement répondant aux aspirations de nos populations » a indiqué Sani Yaya. Pour finir, le ministre Sani Yaya a invité les investisseurs allemands à participer à la réalisation des projets prioritaires portés la Feuille de route gouvernementale. Soulignons que le Togo a adhéré à l'initiative du «G20 Compact with Africa» (CwA) en 2018 aux côtés de onze autres Etats africains membres. Au-delà de ces pays, l'Allemagne ambitionne d'ouvrir l'initiative à tout le continent.

RFI / Éco d'ici éco d'ailleurs

La relance en Afrique : où, et comment ?

La relance économique est lancée en Afrique. Les droits de tirage spéciaux mis en place par le FMI prennent effet depuis quelques jours. Mais comment bien utiliser ces centaines de milliards de dollars ? Dans quels secteurs ? Par quels mécanismes ? Pour sa première émission de la saison, Éco d'ici, Éco d'ailleurs s'est délocalisé à la Rencontre des entrepreneurs francophones à l'hippodrome de Longchamp près de Paris et reçoit plusieurs invités prestigieux.

La Rencontre des Entrepreneurs francophones, le rendez-vous annuel du patronat français organisé par le MEDEF, a été élargi cette année à de très nombreux dirigeants économiques venus d'Afrique. Objectif : renforcer les échanges économiques et les investissements entre pays francophones, et plus particulièrement entre les investisseurs français et les pays du continent africain. Dans le même temps, les grandes organisations internationales multiplient les initiatives pour desserrer l'étau de la dette. Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'annoncer le décaissement effectif de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS). Premier bénéficiaire : l'Afrique du sud. Puis le Nigéria, l'Egypte, le Maroc, l'Angola, la RDC. En Afrique de l'ouest, c'est la Côte d'Ivoire qui recevra la part la plus importante



avec près d'un milliard de dollars, suivi du Sénégal et du Togo. C'est bien là l'enjeu : permettre la relance de l'Afrique, dans une époque où le monde entier navigue dans un épais brouillard. La crise sanitaire bouleverse les équilibres, il faut donc innover tous azimuts. Trois invités ont débattu. Serge Ekué, président de la Banque Ouest Africaine de développement (BOAD) nommé en août 2020 à la tête de cette institution commune à 8 pays de

l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Abdoul Aziz Fall, conseiller spécial du directeur général de la Senelec, la Société nationale d'électricité du Sénégal (près de 3000 salariés et 40 ans d'existence). Thierry Awesso, PDG de Nioto (nouvelle industrie des oléagineux du Togo), vice-président du conseil national du patronat togolais.

Avec rfi.fr/fr/afrique/

Innovation

Le FAIEJ et le PNUD annoncent des subventions en faveur des startup et incubateurs

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et le Programme des nations unies pour le développement PNUD ont lancé jeudi à Lomé un appel à candidature de sélection des Startups, des Micro-entreprises et des Incubateurs. Le concours s'inscrit dans le cadre du projet Facilité Togolaise pour l'Accélération et l'Innovation (FTAI) et court de la période du 26 août au 15 septembre 2021.

Les startups et les Micro-entreprises qui seront sélectionnées à la suite de ce concours, seront subventionnées selon l'innovation proposée, indique le FAIEJ. S'agissant des incubateurs, ils seront chargés d'accompagner les startups sélectionnées dans la conception, la maturation et le lancement de leurs produits innovants, en vue de favoriser leur émergence, leur développement et leur connexion à l'écosystème national d'innovation. Ce concours intervient après celui organisé à l'intention des PME, dont la dizaine d'entreprises qui seront sélectionnées bénéficieront d'un soutien financier allant jusqu'à 20 millions FCFA. Notons que



la FTAI est une initiative du PNUD-Togo avec pour vision, de soutenir le développement de projets entrepreneuriaux à fort caractère innovant au Togo. Elle est constituée d'un mécanisme d'absorption du risque lié au lancement d'une innovation

et offre un accompagnement direct structuré des entreprises sur une période de 12 mois. Pour rappel, la FTAI est dotée d'une enveloppe annuelle de 265 millions FCFA.

Avec Togo First

Baromètres Togo							
Investissement Direct Etranger				Indicateurs du commerce extérieur			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	2016	2017	2018	Importations de biens (millions USD)	2015	2016	2017
Stocks d'IDE (millions USD)	-46	88	102	Exportations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Nombre d'investissements greenfield***	1.474	1.772	1.790	Importations de services (millions USD)	1.227	1.290	1.138
IDE entrants (en % de la FBCF****)	2	1	2	Exportations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	21,0	n/a	n/a	Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	n/a	530	n/a
	39,7	n/a	n/a	Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
				Balance commerciale (hors services) (millions USD)	0,2	5,2	0,4
				Commerce extérieur (en % du PIB)	-1.033	n/a	n/a
				Importations de biens et services (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
				Exportations des biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
					42,2	42,8	40,5

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

APPEL DE CANDIDATURES POUR LE RECRUTEMENT DE JEUNES DIPLOMES

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), bras financier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), est une institution financière internationale appartenant aux 15 Etats membres de la CEDEAO que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son siège est à Lomé en République Togolaise.

La BIDC s'est assignée pour mission de contribuer à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'Ouest économiquement forte, industrialisée, prospère et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités offertes par la mondialisation. Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de jeunes diplômés, la BIDC souhaite recruter des jeunes diplômés des universités et grandes écoles de la sous-région ouest africaine et de la diaspora.

Présentation du programme

Le programme de recrutement de jeunes diplômés vise des jeunes diplômés de haut niveau âgés de moins de trente (30) ans lors du recrutement. Les candidats sélectionnés seront nommés jeunes cadres en formation à la Banque pour un contrat à durée déterminée (CDD) de deux (2) ans. Ils devront passer une période d'essai de six (6) mois pendant laquelle les parties peuvent rompre leur engagement sans préavis, et s'ils donnent satisfaction pendant les deux ans de contrat à durée déterminée (CDD), leurs nominations seront transformées en contrat à durée indéterminée, c'est-à-dire qu'ils deviennent membres du personnel permanent.

Pendant la période de contrat à durée déterminée (CDD), ils seront affectés de manière rotative dans les divers départements de manière à comprendre leur fonctionnement et à intégrer une équipe au sein de laquelle ils apporteront des contributions judicieuses. En outre, ils relèveront de cadres supérieurs et se familiariseront avec les divers départements, politiques et programmes de développement de la Banque.

Conditions d'éligibilité

Peuvent postuler à ce programme, les candidats ressortissants des pays membres de la CEDEAO remplissant les conditions suivantes :

- être âgé de 30 ans au plus lors du recrutement ;
- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures de type bac +5 (MASTER, DESS) ou un diplôme équivalent en adéquation avec les opérations de la Banque, notamment les opérations du secteur privé, les opérations du secteur public, les infrastructures, la gestion des risques, la gestion actif/passif, les finances, l'audit, les conseils juridiques, la communication et le marketing, les services linguistiques, ou dans tout autre domaine d'études pertinent pour les opérations de la Banque ;
- être apte à travailler en équipe et sous pression dans un contexte multiculturel ;
- avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse, sens de l'organisation, de planification et de fixation de priorités ;
- disposer d'une bonne maîtrise des techniques de recherche d'informations pertinentes (analyses bancaires, statistiques, suivi des tendances concurrentielles, etc.), en provenance de sources externes, principalement électroniques et autres médias reconnus sur le plan professionnel ;
- avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Excel, Word, Access et Power Point) ;
- disposer d'une excellente capacité à communiquer en français et/ou anglais et/ou portugais, et une bonne connaissance d'une des deux autres langues).

Conditions de service

Conformément aux dispositions qui régissent le programme, les jeunes diplômés sont affectés dans des départements pour répondre à des besoins précis et ne sont pas recrutés pour pourvoir des postes vacants. Ils sont toutefois considérés comme des fonctionnaires de la banque pour la durée de leur nomination et jouissent des conditions de services correspondant au grade P1-1 de la grille de classification et de rémunération de la Banque.

Au salaire correspondant à ce grade, viendront s'ajouter des indemnités diverses (ajustement de poste, indemnités de logement et de transport, allocations familiales le cas échéant). En outre, les jeunes diplômés seront affiliés à la caisse de retraite de la Banque et bénéficieront pendant la période de leur nomination de la couverture d'une assurance groupe couvrant les risques suivants : décès et invalidité permanente, totale et définitive, incapacité temporaire de travail, invalidité permanente partielle, maladie, individuelle accidents.

Procédure et critères de recrutement

Les candidats présélectionnés sur dossier seront convoqués pour subir des épreuves écrites et orales au siège de la Banque à Lomé. Les tests et interviews de recrutement devront permettre d'évaluer entre autres :

- les connaissances techniques,
- le potentiel des candidats,
- la personnalité et degré de motivation,
- la maîtrise de l'outil informatique,
- les connaissances linguistiques et aptitudes rédactionnelles dans deux (2) au moins des trois (3) langues de travail de la Banque.

Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés et remplissant les conditions ci-dessus sont invités à envoyer à la Banque leur dossier de candidature comportant les documents ci-après :

- un curriculum vitae détaillé,
- les copies des diplômes,
- une copie de la carte d'identité ou du passeport,
- une copie d'acte de naissance.
- une lettre de motivation donnant les raisons de la demande de participation au programme, le ou les domaines techniques d'intérêt avec les raisons, les expériences pertinentes et les perspectives de carrière.

Les candidats intéressés doivent soumettre, au plus tard le **29 octobre 2021**, leurs dossiers de candidature en version papier dans une enveloppe scellée portant la mention « **Programme de recrutement de jeunes professionnels – 2022** » et adressée à :

BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO (BIDC)
128, Boulevard du 13 janvier, B.P. 2704, Lomé – Togo.
Tél : +228 22 21 68 64

N.B. : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer les postes vacants notifiés ou d'offrir un poste à un grade inférieur.

Post Covid-19**Eviter une reprise économique à deux vitesses**

La chancelière allemande Angela Merkel et les dirigeants des institutions internationales de développement ont relevé jeudi, lors d'une réunion organisée à huis-clos à la veille du sommet du G20 « Compact with Africa », le caractère inégal de la reprise économique mondiale, la distorsion dans l'accès aux vaccins et appelé à des stratégies pour accélérer la reprise économique post-Covid-19.

● **Nicole ESSO**

Les dirigeants de la Banque africaine de développement, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation internationale du travail (OIT), ont pris part à la session. « Nous avons remarqué que la reprise qui suit la pandémie est à deux vitesses, et cela est une source de préoccupation pour nous », a déclaré Mme Merkel. Selon la chancelière allemande, le G7, le FMI et la Banque mondiale prennent des mesures pour venir en aide aux pays à revenu faible et intermédiaire comme les droits de tirage spéciaux du FMI qui devraient être destinés aux pays les plus pauvres du monde. Rappelant que le FMI table sur une croissance mondiale de 6 % en 2021, Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds a affirmé que « la composition de ces 6 % est en évolution, les économies avancées étant en train d'accélérer leur croissance, alors que la plupart des marchés émergents et des économies en développement prennent de plus en plus de retard. Cette disparité est préoccupante. » Selon le FMI, les conséquences de la disparité incluent une perturbation continue de la chaîne d'approvisionnement et pourraient compromettre des gains durement acquis. Autant de facteurs qui pourraient être source de troubles sociaux et d'instabilité. Pour Kristalina Georgieva, les



vaccins restent actuellement la priorité numéro un. Le président de la Banque mondiale, David Malpass, a relevé les progrès réalisés dans le cadre de l'initiative « African Vaccine Acquisition Trust » (AVAT) des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies invitant les pays développés à continuer de mettre des doses à la disposition du reste du monde. « J'ai activement plaidé en faveur d'une plus grande transparence en matière de dette et d'un plus grand équilibre dans la relation entre débiteurs et créanciers à travers le monde », a ajouté David Malpass à propos de l'allègement de la dette des pays pauvres.

Croître de 3,4 % en 2021

Les économies africaines devraient croître de 3,4 % en 2021, a indiqué le président de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, précisant que les droits de tirage spéciaux du FMI ont été d'un apport inestimable face aux difficultés économiques du continent. « La récente émission de 650 milliards de dollars sous forme de DTS du FMI, dont 27 milliards de dollars attribués à l'Afrique, contribuera grandement à rehausser les réserves des pays en développement, a affirmé le président Adesina. Si les pays

développés réattribuent 100 milliards de dollars en DTS à l'Afrique, comme cela a été convenu lors de la réunion sur le financement des économies africaines à Paris et le G7, cela permettra de soutenir davantage une reprise économique plus rapide de l'Afrique. » Guy Ryder, le directeur général de l'OIT est revenu sur l'impact de la pandémie sur les marchés du travail qui a été quatre fois plus destructrice que la crise financière de 2008-2009. « Nous nous sommes peut-être remis de la moitié des dégâts causés en termes de travail accompli, mais nous sommes tous d'accord que le processus de relèvement est incomplet, inégal et fragile », a déclaré M. Ryder. La réunion a été l'occasion pour les dirigeants des institutions internationales de développement de faire leurs adieux à la chancelière allemande dont le mandat expire cet automne. Ils ont loué le travail accompli ensemble, et ont remercié Mme Merkel pour son leadership. Plusieurs chefs d'État africains sont attendus à la conférence du Pacte pour l'Afrique dénommée « Compact with Africa », une initiative du G20 qui vise à promouvoir les investissements privés en Afrique. Il appelle à une réforme des cadres macroéconomique, des affaires et du financement du continent.

Côte d'Ivoire**66 milliards de FCFA de bons ODR dans les caisses du Trésor Public**

Le Trésor Public de Côte d'Ivoire a levé ce 24 août 2021, un montant de 66 milliards de FCFA (99 millions d'euros) à l'issue de son émission simultanée de bons et d'obligations de relance (ODR) du Trésor de maturité 91 jours, 3 ans et 5 ans organisée en partenariat avec l'Agence UMOA-Titres basée à Dakar.

Lancée par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'émission des ODR a pour objectif de permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'État ivoirien dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Elle cible principalement les investisseurs socialement responsables mais également les entreprises ou individus souhaitant soutenir les actions de relance économique entamée par les États de la zone UEMOA. Après adjudication, l'agence UMOA-Titres a répertorié 210,516 milliards



de FCFA de soumissions globales provenant des investisseurs alors que l'émetteur avait mis en adjudication un montant de 60 milliards de FCFA. Le taux de couverture du montant mis en adjudication se situe ainsi à 350,86%. Sur le montant global des soumissions, l'émetteur en a retenu 66 milliards de FCFA et rejeté les 144,516 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 31,35%. Le remboursement du capital des BAT interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 23 novembre 2021. Quant

au paiement des intérêts, il se fera d'avance et précompté sur la valeur nominale des bons qui est d'un million de FCFA. Concernant le remboursement des obligations, il interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 25 Août 2024 pour les OAT de maturité 3 ans et au 25 août 2026 pour les OAT de maturité 5 ans. Pour ce qui est des intérêts, leur paiement se fera annuellement dès la fin de la première année sur la base d'un taux d'intérêt de 5,50% pour les OAT de maturité 3 ans et 5,60% pour les OAT de maturité 5 ans.

Avec financialafrik.com

Mali**L'Etat lève 30 milliards de FCFA d'ODR sur le marché financier de l'UMOA**

L'Etat du Mali, à travers sa Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique, a levé ce 25 août 2021 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un montant de 30 milliards de FCFA (45 millions d'euros) au terme de son émission simultanée d'obligations de relance (ODR) du trésor de maturité 3 et 5 ans.

Les émissions des ODR sont initiées par l'agence UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Elles visent à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'État du Mali dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Elles ciblent non seulement

les investisseurs socialement responsables mais également les entreprises ou individus souhaitant soutenir les actions de relance économique entamée par les États de la zone UEMOA. Après adjudication, 97,127 milliards de FCFA de soumissions globales provenant des investisseurs ont été recensés par l'Agence UMOA-Titres sur montant mis en adjudication par l'émetteur de 30 milliards de FCFA. Le taux de couverture du montant mis en adjudication se situe à 223,76%. Sur le montant des soumissions, le Trésor

Public malien en a retenu 30 milliards de FCFA et rejeté les 67,127 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 30,89%. Le remboursement du capital des titres émis interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance fixée au 26 août 2024 pour les ODR de 3 ans et au 26 août 2026 pour les ODR de 5 ans. Quant au paiement des intérêts, il se fera annuellement sur la base d'un taux d'intérêt de 5,60% pour les ODR de 3 ans et 5,90% pour les ODR de 5 ans.

Avec financialafrik.com

Notation**Bloomfield confirme la note A+ décernée à la BOA Benin**

Bloomfield Investment Corporation a confirmé la note de long terme << A+ avec une perspective positive >> décernée en 2020 à la Bank Of Africa (BOA) Benin, membre du groupe bancaire du même nom, ont annoncé les dirigeants de cette agence de notation basée à Abidjan.

Bloomfield a aussi confirmé la note de court terme qui était << A1 avec une perspective stable >>. La validité de la notation va de mai 2021 à avril 2022. La justification de la notation et sa perspective sur le long terme est basée sur << la qualité de crédit élevée >>. De plus, l'agence note que les facteurs de protection sont bons. Ce-

pendant, tempère-t-elle, les facteurs de risques sont plus variables et plus importants en période de pression économique. Sur le court terme la notation repose sur la certitude de remboursement en temps opportun très élevée. A ce niveau, Bloomfield avance que << les facteurs de liquidité sont excellents et soutenus par de bons facteurs de protection des éléments



essentiels >>. Quant aux facteurs de risque, ils sont jugés mineurs par l'agence de no-

tation. La notation est basée sur un certain nombre de facteurs positifs. Parmi lesquels,

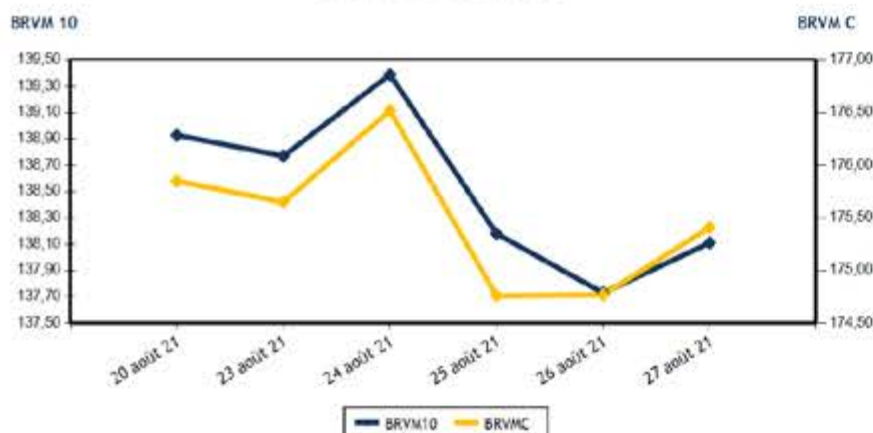
il y a le caractère résilient de l'économie béninoise face à la crise sanitaire, le maintien de la position de leader sur le marché bancaire, une stratégie adaptée aux évolutions conjoncturelles, sans compter le niveau satisfaisant des indicateurs de performance de la banque au regard du contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19. Les responsables de Bloomfield ont

toutefois relevé quelques facteurs de fragilité de la qualité de crédit. Il s'agit entre autres d'un rythme moins important des activités de crédits, d'importants retraits de la clientèle institutionnelle ou encore d'une baisse du résultat net, sous l'effet d'une hausse significative du coût du risque.

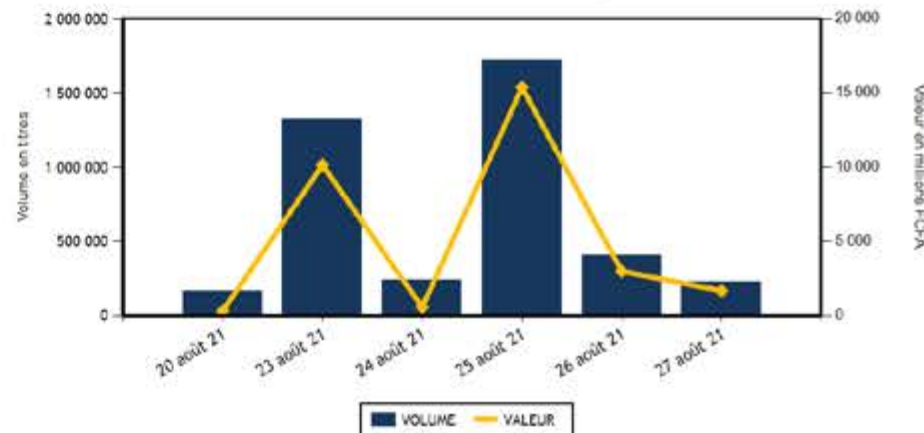
Avec financialafrik.com

BRVM 10	138,11	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 165 vendredi 27 août 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	175,41
Variation Jour	↑ 0,28 %		Variation Jour	↑ 0,37 %
Variation annuelle	↑ 5,52 %		Variation annuelle	↑ 20,66 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 278 891 268 791	0,36 %
Volume échangé (Actions & Droits)	94 032	-37,34 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	292 217 785	-25,74 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	16	45,45 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	11	-31,25 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	4 635	7,42 %	106,00 %
SICOR CI (SICC)	4 275	7,41 %	247,56 %
SAFCA CI (SAFC)	590	7,27 %	110,71 %
BOLLORE (SDSC)	2 005	7,22 %	29,35 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 800	6,67 %	30,61 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	89,63	0,71 %	147,26 %	8 002	13 703 375	20,66
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	443,46	0,07 %	8,04 %	18 313	212 693 955	7,78
BRVM - FINANCES	15	64,03	0,08 %	6,73 %	47 692	32 690 200	13,55
BRVM - TRANSPORT	2	487,28	7,08 %	28,68 %	6 551	12 905 990	8,11
BRVM - AGRICULTURE	5	190,57	1,56 %	120,21 %	5 290	8 827 325	12,65
BRVM - DISTRIBUTION	7	318,57	0,18 %	40,69 %	7 646	11 047 240	19,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	802,02	0,00 %	132,14 %	538	349 700	3,76
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,48	
Taux de rendement moyen du marché	6,79	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,91	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	95	
Volume moyen annuel par séance	246 681,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 430 351 576,42	

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,49	
Ratio moyen de satisfaction	33,16	
Ratio moyen de tendance	2 225,03	
Ratio moyen de couverture	4,49	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,81	
Nombre de SGI participantes	28	

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Chine

Pékin s'attaque désormais aux algorithmes

Après les cryptomonnaies, les jeux vidéo et les données privées, le gouvernement chinois veut réguler l'utilisation d'algorithmes par les géants d'internet.

La Chine a rendu public vendredi un projet de réglementation visant à encadrer plus strictement le recours aux algorithmes par les géants du numérique, dans un contexte de reprise en main du secteur par Pékin. Outils très utilisés par les mastodontes du secteur pour assurer leur succès, les algorithmes sont au cœur de l'économie numérique et servent de cerveau à bon nombre d'applications et de services sur internet. Ils permettent notamment d'analyser les quantités d'informations récoltées sur un utilisateur et de lui faire des recommandations automatiques en fonction de ses habitudes ou préférences. Pékin s'inquiète du manque de transparence des géants de la tech vis-à-vis de cette pratique. Les autorités cherchent ainsi, ces dernières semaines, à davantage encadrer les algorithmes. En vertu d'une nouvelle réglementation, les entreprises du numérique devront permettre à leurs utilisateurs de «désactiver» les algorithmes de recommandation.

Pratique «déraisonnable»

Ces derniers ne pourront «pas être utilisés» pour «déterminer des prix basés sur des préférences et des habitudes», précise le texte publié vendredi par l'Administration chinoise du cyberspace (CAC). Cette pratique «déraisonnable» est courante notamment dans le tourisme, où des applications de réservation de billets proposent des tarifs différents pour un même produit ou service en fonction du degré de fidélité d'un utilisateur. La réglementation interdit par ailleurs le recours aux recommandations d'algorithmes pour les mineurs, afin de prévenir toute «addiction à internet». Les algorithmes sont abondamment utilisés par les plateformes vidéo de divertissement, comme Douyin (version chinoise de TikTok), une application très consultée par les jeunes Chinois. Ces nouvelles directives sont soumises à commentaires pendant un mois. L'entrée en vigueur potentielle de la réglementation n'est pas précisée.

Campagne de «rectification»

Les autorités chinoises se montrent ces derniers mois particulièrement intransigeantes contre les géants du numérique, pour des pratiques jusque-là tolérées et largement répandues. Plusieurs mastodontes du secteur ont ainsi été épinglés en matière notamment de données personnelles, de concurrence et de droits des utilisateurs. Pékin a depuis étendu sa campagne de «rectification» à d'autres secteurs, dont les très lucratifs cours de soutien privés ou la livraison de repas. La Chine a adopté la semaine dernière une grande loi pour empêcher les collectes abusives de données personnelles en ligne par les géants du numérique. Le gouvernement s'est aussi attaqué récemment aux cryptomonnaies et à l'utilisation de certains jeux vidéo chez les jeunes.



Restriktion aux États-Unis

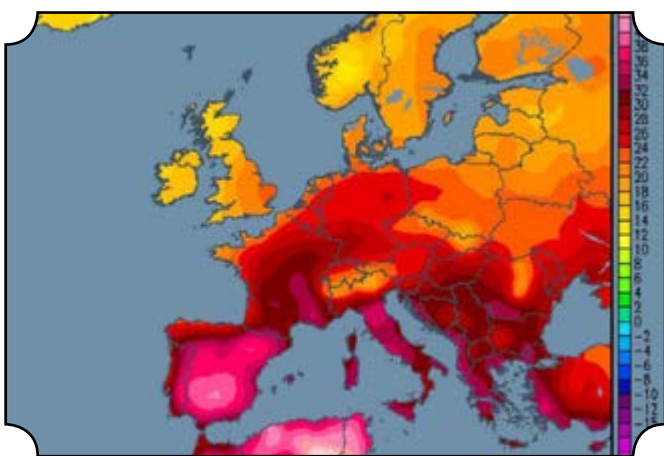
La Chine envisage d'interdire aux entreprises détenant trop de données sensibles de se coter aux États-Unis, sur fond de tensions sino-américaines et de reprise en main du secteur du numérique, affirme vendredi le Wall Street Journal. Le pays a longtemps encouragé l'expansion internationale de ses entreprises publiques et privées et nombre d'entre elles lèvent des fonds sur les places boursières américaines pour se développer. Mais dans un contexte de rivalité croissante avec Washington, Pékin redoute que des données cruciales accumulées par ses géants du numérique ne fuient à l'étranger. Selon le Wall Street Journal, les régulateurs chinois ont récemment indiqué à certaines firmes que celles détenant une grande quantité de données sensibles ne pourront plus lever de fonds aux États-Unis. Le quoti-

dien des affaires ne précise pas ses sources. Et la date d'entrée en vigueur potentielle d'une telle mesure n'est pas connue. Par ailleurs, les entreprises qui souhaiteront lever des fonds aux États-Unis devront recevoir au préalable le feu vert des autorités chinoises, affirme le Wall Street Journal.

Un milliard d'internautes

La Chine a dépassé pour la première fois la barre du milliard d'internautes, l'usage du smartphone continuant à se développer rapidement avec la numérisation des services et l'essor des infrastructures, selon une étude publiée vendredi. La Chine a gagné 21,75 millions d'internautes supplémentaires en six mois – soit deux fois la population de la Belgique, selon un rapport du Centre chinois d'information sur l'internet (CNNIC), un organisme officiel. Le pays compte désormais 1,011 milliard de personnes connectées, d'après le dernier pointage réalisé en juin. Le CNNIC explique cette hausse par l'amélioration des infrastructures (antennes relais, réseaux), l'apparition de nouveaux services en ligne (service public, éducation) ou encore la meilleure logistique dans les petites villes et les campagnes, qui permet de développer l'e-commerce. Le taux de couverture d'internet à l'échelle nationale est de 71,6% et de 59,2% en zone rurale. Plusieurs sites étrangers sont bloqués en Chine, comme Facebook, Google, Instagram, Whatsapp, Gmail, YouTube ou encore de nombreux médias.

(AFP)



Concurrence

Apple fait une concession majeure sur son App store

Les applications pourront envoyer un email à leurs usagers pour les informer qu'ils peuvent acheter un abonnement, par exemple, via leur site web. Dans ce cas, l'éditeur ne paie pas de commission à Apple.

Apple va permettre aux éditeurs d'applications mobiles de proposer à leurs clients des moyens de paiement en dehors de l'App Store, un changement radical annoncé jeudi par le géant américain des technologies, qui subit une forte pression des autorités et de nombreuses entreprises sur son approche de la concurrence. La société californienne a spécifié dans un communiqué plusieurs modifications des règles de son magasin d'applications. Elles doivent être approuvées par un tribunal pour mettre fin à des poursuites de petites entreprises qui développent des applications. «Cet accord précise que les développeurs peuvent faire part d'offres aux utilisateurs en dehors de leurs applis iOS (le système d'exploitation d'Apple, ndlr)», indique le groupe. Concrètement, les applications pourront envoyer un email à leurs usagers pour les informer qu'ils peuvent acheter un abonnement, par exemple, via leur site web. Dans ce cas, l'éditeur ne paie pas de commission à Apple. Des services de streaming connus comme Spotify ou Netflix contournaient déjà la commission en n'offrant



• Le patron d'Apple Tim Cook à la Maison-Blanche le 25 août 2021. AFP

pas la possibilité de souscrire via l'appli. Mais ils ne pouvaient pas les orienter vers leur site internet – à charge pour le consommateur de se débrouiller, ce qu'il faisait plus volontiers pour des plateformes aussi populaires.

Verdict attendu contre Epic Games

Le nouvel accord prévoit aussi de donner plus de marge aux développeurs pour fixer les prix de leurs applis, des abonnements ou des achats au sein des applications. Le fabricant de l'iPhone attend prochainement le verdict dans le procès que lui a intenté Epic Games. L'éditeur du jeu Fortnite, comme de nombreux autres petits et grands développeurs, re-

prochent à Apple d'abuser de sa position dominante en prélevant des commissions trop élevées sur les dépenses des consommateurs et en leur imposant l'App Store comme intermédiaire incontournable entre eux et leurs utilisateurs. Assailli par Epic Games, mais aussi Spotify ou encore la Commission européenne et des parlementaires américains, Apple a toujours mis en avant l'impératif de sécurité et de confidentialité des données. Si iOS mettait en place un système plus ouvert, l'App Store deviendrait «un grand bazar», avait assuré Tim Cook, le patron du groupe, lors du procès contre Epic en mai.

(AFP)

Berne

En 2022, l'envoi du courrier coûtera plus cher

Inchangé depuis 18 ans, le prix des lettres augmentera dès le 1er janvier 2022 et passera à 90 centimes pour le courrier B et à 1,10 fr. pour le courrier A.

À u premier semestre 2021, le bénéfice consolidé de la Poste se monte à 247 millions de francs. L'amélioration du résultat s'explique principalement par la croissance du volume des colis. Le géant jaune annonce qu'il n'augmentera pas le prix d'envoi des colis afin de soutenir les entreprises suisses durant cette période de difficultés économiques. Par contre, le prix des lettres prend l'ascenseur. En accord avec le Surveillant des prix, la Poste augmentera le prix des lettres du Courrier A de 10 centimes et celui des lettres du Courrier B de 5 centimes à partir de janvier 2022. Il s'agira de la première augmentation du prix des lettres depuis 18 ans. Ces mesures tarifaires annoncées comme «modérées» dans un communiqué de presse constituent l'une des quatre orientations de la nouvelle stratégie de la Poste, progressivement déployée depuis le début de l'année. Les trois autres orientations



stratégiques – mesures de gain d'efficacité, investissements et croissance ciblée – sont également mises en œuvre depuis le début du second semestre. Avec cette nouvelle stratégie, la Poste entend garantir son service public sur le long terme et en toute autonomie financière.

Mesures pour les entreprises

Le nouvel accord conclu avec Monsieur Prix prévoit que la Poste collectera gratuitement jusqu'à 5 colis par

jour auprès des PME pendant la tournée de distribution. Concernant les entreprises ayant un volume d'expédition plus important, les frais relatifs à la prise en charge de leurs colis seront réduits d'un franc en moyenne et passeront à 50 centimes par colis. Les colis expédiés au tarif «PostPac Priority» seront livrés le jour suivant. Les PME qui affranchissent leur colis en ligne au prix courant bénéficieront d'une réduction supplémentaire de 10 % par colis.

(comm/jbm)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rdc Business Forum29	29 au 30 juillet 2021	Kinshasa et en ligne	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Benin Investment Forum	26 au 27 août 2021	Bénin	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
RDC-Afrique Business Forum	13 au 14 septembre 2021	Kinshasa et Virtuel	https://www.uneca.org/fr/events/central-africa/drc-business-forum
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com
Forum politique de la société civile	27 Septembre 2021	Virtuel	civilsociety@worldbank.org
Quatrième édition du Forum pour la résilience en Afrique	28 au 30 septembre 2021	Virtuel	Néant
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE *finance*

Bélier Sur le plan financier, vous aurez un extraordinaire sens des opportunités. De plus, vous n'hésitez pas à prendre quelques risques, et votre audace sera payante.

Taureau Si des problèmes matériels vous assaillent, n'attendez plus pour contre-attaquer. Vous devrez essayer de trouver une solution aujourd'hui même, sinon la situation menacera de s'aggraver très sérieusement.

Gémeaux Vous serez le chouchou de dame Chance sur le plan matériel. Vous verrez vos revenus augmenter, peut-être par le biais d'une prime ou d'un héritage. Vous ferez de bons achats, surtout s'il s'agit d'articles de luxe ou de collection. Vous serez aussi favorisé dans les jeux de hasard ; consultez votre nombre de chance.

Cancer L'influence négative de Neptune mal aspecté émuosera votre flair habituel en affaires. Fiez-vous donc à votre raisonnement plutôt qu'à votre instinct. Vous aurez aussi intérêt à demander conseil à des experts.

Lion Les questions financières devront retenir votre attention. Souciez-vous de faire rentrer ce qu'on vous doit plutôt que de dépenser votre avoir. Cela dit, la chance sera de votre côté et pourra vous procurer des gains inattendus : vous en aurez besoin pour vos prochaines vacances !

Vierge Les bons aspects de Jupiter vous permettront d'effectuer d'excellentes opérations financières et faire fructifier vos ressources personnelles. Vous aurez des idées de génie concernant les placements.

Balance Un changement de résidence est à envisager, mais seulement si vous ne devez pas y engager trop de frais. Avant de signer un contrat d'achat ou de bail, assurez-vous que les clauses sont acceptables et que tout correspond réellement à ce que vous en attendez.

Scorpion Vous ne serez pas du tout disposé à vous serrer la ceinture sur le plan matériel. Bien au contraire, vous passerez tous vos caprices, même s'ils sont dispendieux. Fort heureusement, vous serez en mesure d'améliorer votre situation financière grâce à d'habiles transactions ou à quelques rentrées d'argent tout à fait inattendues.

Sagittaire Ne vous laissez pas attendrir par les membres de votre famille qui insistent pour effectuer des dépenses importantes. Il est probable que ce qui a trait à l'épargne, aux assurances et aux impôts, jouera sur le plan pécuniaire un rôle plus important que de coutume. Pensez toujours à avoir un peu d'argent de côté en prévision de dépenses inattendues mais indispensables.

Capricorne Avec cet aspect de Mars, vous aurez tout intérêt à ne prendre aucun risque sur le plan financier. De même, à moins d'une urgence absolue, remettez à plus tard les décisions concernant un achat important ou la modification d'un placement.

Verseau Les influences astrales ne semblent pas vous être très bénéfiques dans le domaine financier aujourd'hui. Vous n'aurez pas l'esprit à thésauriser pour le moment. Au contraire, vous aurez tendance à dépenser à tort et à travers. Réfléchissez bien avant de prêter, et abstenez-vous d'emprunter. Si une opportunité touchant l'immobilier s'offre à vous, ne passez pas à côté.

Poissons Votre équilibre financier sera protégé par une planète bénéfique, Jupiter, qui devrait en principe vous assurer une bonne stabilité. Ceux d'entre vous qui sortent d'une période de vaches maigres vont même pouvoir compter sur des rentrées d'argent un peu plus conséquentes. Les conditions sont donc réunies pour gérer au mieux votre budget.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO

00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAHPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



COMMISSION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE
Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement
Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA)

Don IDA N°D236-3W

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANTS FIRMES)**

« Termes De Reference pour le Recrutement d'une firme pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA ».

AMI N° BF-UEMOA-219219-CS-QCBS

1. Cette Demande de Manifestation d'Intérêt fait suite à l'avis général de passation des marchés du projet indiqué ci-dessus publié dans le « UNDB » du 13 mars 2018 ;
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA), a reçu un Don de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour couvrir le coût du Projet d'Assistance Technique du Don IDA pour le Financement du Logement Abordable dans l'espace UEMOA (PFLA - UEMOA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif au recrutement d'une firme pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA) ;
3. L'objectif global de la mission est de définir une vision communautaire et de développer une stratégie régionale de l'habitat, permettant à la commission de l'UEMOA de se positionner dans le secteur du logement et de se créer un réseau de partenaires avec les acteurs nationaux, régionaux ou internationaux.
4. Les prestations seront réalisées dans l'espace UEMOA. L'étude requise vise à grouper dans ce même contrat une série de missions d'appuis et de prestations intellectuelles dans le secteur du logement et des stratégies régionales de l'habitat. Ainsi les objectifs spécifiques confiés à la mission sont de :
 - a) Co-construire avec les parties prenantes les outils favorisant la mise en place d'une politique régionale renforcée dans le domaine de la production du logement abordable, en lien avec les objectifs et les recommandations de la déclaration du Millénaire pour le développement.
 - b) Assister la Commission de l'UEMOA, dans l'élaboration de document cadre réglementaire en matière de production de logement abordable.
5. Le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain, invite les firmes de consultants admissibles, Internationaux et/ou Nationaux d'envergure

Commission de l'UEMOA ;
380 Av Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO
M. Papa Madiaw SECK, Coordonnateur du PFLA - UEMOA
Téléphone Fixe : (+226) 25 31 53 90 – 25 31 51 25
Email: pmseck@uemoa.int / sesawadogo@uemoa.int.

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30.

11. Les manifestations d'intérêts rédigées en langue française, sous format papier A4, fournies sur clés USB, et fournies en trois (03) exemplaires, peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à pmseck@uemoa.int, et sesawadogo@uemoa.int, ou être déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO au plus tard le **8 septembre 2021 à 14 heures précises heure locale**. L'enveloppe en double, contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée clairement la mention : « **Manifestation d'intérêt / Service de consultant pour le recrutement d'un cabinet de consultant pour la définition de la vision communautaire de l'habitat dans l'Espace UEMOA** ».

12. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 15 heures 00 mn au cinquième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Pour la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine,

Le Coordonnateur de la Cellule d'Exécution du PFLA - UEMOA

Papa Madiaw SECK
Papa Madiaw SECK

internationale, et/ou Groupement de Consultants international/national à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites ;

6. Les consultants intéressés par cet avis, doivent fournir des informations indiquant qu'ils ont les qualifications et une expérience pertinente pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans le domaine similaire, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc...). En outre, ils doivent avoir :

- une expérience avérée d'au moins (10) années d'expérience dans l'Appui Conseil Stratégique, dont quatre (4) missions en élaboration des politiques publiques en matière de logements sociaux (conseil, ordonnancement, capitalisation...), dont une (1) mission dans l'espace UEMOA.
- une expérience avérée d'au moins cinq (5) années d'expériences dans les problématiques liées à l'aménagement du territoire, dont Trois (3) missions dans l'appui conseil (AMO) aux acteurs institutionnels, dont deux (2) missions dans l'élaboration des politiques communautaires (lois, décisions, décret, outils de planification) en Afrique de l'Ouest.

Une bonne capacité à évaluer et renforcer les compétences des acteurs publics et privées du secteur du logement et de la promotion immobilière en particulier. - Une bonne compétence pédagogique, à animer, et possédant une bonne connaissance des réalités des pays africains.

Les Consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification ; Ils fourniront en outre les informations suivantes

- une lettre de manifestation d'intérêt adressée à monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain ;
- L'accord du groupement ;
- une présentation institutionnelle et expérience générale du consultant ;
- une présentation des références techniques du cabinet, faisant ressortir notamment ses expériences pertinentes en rapport avec la présente mission ;
- les preuves de l'exécution des prestations analogues soutenues par des copies lisibles des pages de gardes et de signature des contrats exécutés et des attestations de bonne exécution (les références citées par le bureau d'études et non soutenues par des documents probants ne seront pas prises en compte).

7. Les bureaux d'études peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans ce cas, les informations contenues dans le dossier porteront sur les différents membres du groupement en faisant apparaître les moyens et les expériences de chacun d'eux. Le personnel clé ne sera pas évalué lors de l'établissement de la liste restreinte.

8. La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées ;

9. Le consultant sera sélectionné sur le mode de « sélection basée sur la qualité et le coût » conformément aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) Fournitures, Travaux, Services autres que des Services de Consultants et Services de Consultants juillet 2016, et sont ouverts à tous les candidats qui remplissent les conditions stipulées dans le Règlement ;

10. Les firmes de consultants intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir un complément d'informations à l'adresse ci-après :

Aéroport

Gatwick n'abandonne pas son projet de deuxième piste

Malgré le doute sur la reprise du trafic aérien après la pandémie, l'aéroport londonien de Gatwick a annoncé, mercredi, vouloir relancer son projet de deuxième piste.

Situé au sud de Londres, l'aéroport de Gatwick, le deuxième plus important du Royaume-Uni, veut transformer sa piste de secours en vraie piste, avec l'espoir d'être prêt pour 2030. Il estime que cela lui permettrait de transporter 75 millions de passagers par an d'ici 2038, contre une capacité actuelle de 62 millions. Même s'il a été laminé par la crise sanitaire et alors que le trafic de passagers ne se redresse que lentement, l'aéroport dit vouloir être prêt pour le retour à la normale. « Nous sommes convaincus que Gatwick va non seulement retrouver les niveaux de passagers d'avant, mais a le potentiel de grandir pour devenir l'un des premiers aéroports d'Europe », explique son directeur général, Stewart Wingate.

Seulement deux terminaux

Pour l'heure, Gatwick, ouvert en 1958, ne dispose que d'une seule piste et de deux terminaux. Sa piste de secours est utilisée seulement quand la piste principale est en maintenance, ou



pour acheminer des avions vers les hangars. Le projet, qui consiste à élargir sa piste de secours, va faire l'objet d'une consultation publique de septembre à décembre. Il devra à terme obtenir l'accord du gouvernement. L'aéroport assure qu'il va limiter l'impact sur l'environnement, malgré la hausse du trafic espérée.

Un million de passagers en 2021

Gatwick avait dû fermer un terminal et réduire drastiquement ses activités à cause de la pandémie et des restrictions aux déplacements. Au cours des sept premiers mois de l'année, seuls un million de passagers ont fréquenté Gatwick. En 2019, il avait atteint ce niveau en seulement dix jours. L'aéroport est détenu depuis 2019 à 50,01% par Vinci Airports,

filiale du géant français des travaux publics et des concessions Vinci. Le fonds américain Global Infrastructure Partners détient les 49,99% restants.

Heathrow privilégié

Gatwick entend prendre sa revanche après avoir vu son projet retoqué, en 2016, par le gouvernement britannique, qui avait alors préféré autoriser la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow, le plus grand du pays, situé à l'ouest de Londres. Ce projet d'Heathrow est toutefois controversé et a fait l'objet d'une longue bataille judiciaire, à cause de la pollution environnementale et sonore attendue. Il a été validé fin 2020 par la Cour suprême britannique, malgré un jugement en appel qui l'avait bloqué pour des raisons environnementales. (AFP)

Football

Agassa Kossi quitte le staff des Eperviers

L'entraîneur des gardiens de la sélection nationale du Togo, Kossi Agassa n'est plus dans le staff technique que dirige le portugais Paolo Duarte.

● Eyram AKAKPO

Quelques jours du périlleux déplacement des Eperviers du Togo en terre sénégalaise pour affronter les Lions de la Téranga, dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022, la Fédération togolaise de football (FTF) annonce de départ de l'entraîneur des gardiens Agassa Kossi du staff technique pour une affaire de contrat. En effet, désigné depuis 2017 par la FTF pour effectuer un essai avec la sélection nationale comme entraîneur des gardiens, l'ancien sociétaire du FC Metz, exerçait sans avoir signé un contrat avec ses employeurs. Selon nos confrères du site d'information afreepress, le contrat finalement « proposé par le ministère en charge



des sports à l'ancien gardien des Eperviers n'est pas du goût de ce dernier qui aurait décidé d'arrêter son aventure avec l'équipe première ». Le journal précise que d'autres sources informent que Kossi Agassa « a été obligé par le ministre des sports et par les premiers responsables de la Fédération togolaise de football à rendre le tablier sans plus de détail. » C'est dans cet imbroglio que la Fédération togolaise de football a or-

ganisé le 27 août dernier, une journée nationale de prière pour le football au Togo, afin d'inviter « chaque togolaise et togolais au pardon, à la repentance, à l'union et à l'amour du prochain », pour permettre au football togolais de redécoller. Pour rappel, le Togo affronte le Sénégal le 1er septembre à Thiès, et le Namibie le 5 septembre à Lomé, pour le compte des éliminatoires de la coupe du monde Qatar 2022.

PSG

La Juventus fait le forcing pour Mauro Icardi

Le club de Serie A est très intéressé par le buteur du Paris Saint-Germain. Massimiliano Allegri est prêt à lui offrir un joli rôle du côté de la Vieille Dame.

Les débuts de Lionel Messi face à Reims et le feuilleton Mbappé. Autant dire que l'actualité du Paris Saint-Germain est plutôt riche au moment où ces lignes sont écrites, et ce n'est pas tout. D'autres joueurs pourraient aussi quitter la capitale française dans les prochains jours. C'est le cas de Mauro Icardi notamment. L'attaquant argentin ne fait toujours pas l'unanimité du côté de Paris et ces derniers jours, la rumeur d'un retour en Italie est encore revenue sur la table, avec la Juventus comme équipe la plus intéressée. Et selon nos informations, l'équipe du Piémont est bel et bien séduite par celui qui a tant fait trembler les filets lors de son aventure à l'Inter. Massimiliano Allegri le veut absolument et le mauvais résultat de la Juventus



● Mauro Icardi buteur face à l'ESTAC ©Maxppp

face à Empoli (0-1) a même accéléré les discussions. Le tacticien transalpin a déjà fait savoir au joueur passé par La Masia qu'il serait son numéro 9 titulaire en cas d'arrivée à Turin ces prochains jours.

Le joueur est ouvert à un départ

Et qu'en pense le Paris Saint-Germain alors ? Toujours d'après nos sources, Leonardo a déjà discuté avec l'agent du joueur. Si les Turinois ne proposent pour l'instant qu'un prêt, le directeur

sportif brésilien a fait savoir à l'entourage de l'attaquant qu'il veut récupérer du cash. Tout va aussi dépendre de l'issue du dossier Mbappé, puisqu'en cas de départ du Français, le PSG veut compter sur Icardi, actuellement vu comme un joker. Le principal concerné lui sait déjà qu'il n'est pas vraiment dans les plans de son compatriote, et qu'il n'aura qu'un temps de jeu assez faible s'il reste à Paris pour cet exercice 2021/2022. Même s'il se sent bien dans la capitale française, l'Argentin est clairement tenté par un départ du Paris Saint-Germain, avec qui il n'a été titulaire qu'à onze reprises en championnat la saison dernière (vingt apparitions au total). Un nouveau dossier chaud à gérer d'ici mardi soir...

Avec footmercato.net

Gilbert Houngbo

« Tenir compte de la vie chère »

La crise sanitaire mondiale (Covid19) a mis en difficulté les économies de plusieurs pays du monde. Les populations rurales sont les plus affectées avec une rechute dans l'extrême pauvreté.

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) dont la vocation est d'investir dans les ruraux ne baisse pas les bras. Face à la situation, l'institution onusienne encourage les Etats à répondre aux besoins les plus pressants des populations liées à la question de vie chère. "Plus de la moitié des interventions du FIDA se passe en Afrique. L'institution a offert aux Etats la possibilité de modifier les projets en cours pour répondre aux besoins les plus pressants liés à la question de vie chère", a fait savoir Gilbert Fossoun Houngbo, président du FIDA, invité vendredi sur la télévision togolaise (TVT). "Concrètement ça veut dire que le Togo peut décider qu'un de ses projets qui était initialement destiné à financer des jeunes dans le cacao, soit modifié en prenant une partie de ces ressources pour acheter les engrais si le problème qui se pose est un problème d'engrais. C'est un réajustement", explique M. Houngbo. Il souligne que le FIDA n'impose pas sa volonté aux Etats mais au contraire, leur donne la possibilité, face à la crise, de réajuster les projets en fonction des réels besoins exprimés sur le terrain.

Investir dans le rural
Le président du FIDA, en séjour à Lomé, a rappelé dans son intervention, la vocation de son institution, celle d'investir dans les ruraux à travers des prêts concessionnels aux Etats. "Notre vocation, c'est d'accorder des prêts concessionnels, visant



● Réajuster les projets en cours en prenant en compte la vie chère (image IFAD)

pratiquement à 100% les populations rurales. Nous vivons beaucoup plus les communautés les plus pauvres", a-t-il déclaré. Il ajoute que le FIDA est une institution financière mais en même temps une agence Onusienne qui a cette particularité d'être à cheval entre l'organisation des Nations unies et les institutions financières. L'ancien premier ministre du Togo, Gilbert Houngbo a précisé que le FIDA est une institution financière tout comme la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement (BAD) qui accompagne les Etats à se développer. "Les cibles premières sont les zones les plus reculées afin de les aider à accroître leur productivité, accéder aux marchés, créer des emplois et augmenter le revenu des producteurs", souligne M. Houngbo. Le président Houngbo signale qu'outre deux grands projets soutenus par son institution au Togo, un autre projet, à caractère régional, sera incessamment déployé

en faveur du Togo et du Bénin. "Pour nous ce qui est très important, c'est que le financement aille en milieu rural. Une fois que nous sommes dans la ruralité, on peut aussi financer des activités non agricoles, du moment où ça contribue à la création d'emplois et génère des revenus à ces paysans", a-t-il indiqué. Tout en rappelant que 75% des pauvres au monde vivent dans les zones rurales, il souligne que "si nous arrivons à améliorer les conditions de vie de nos populations dans le monde rural, on aura fait un pas de géant dans la réalisation des ODD*". A ce jour, 20 millions de personnes à travers le monde augmentent chaque année leurs revenus d'au moins 20% grâce au financement du Fonds. Le défi pour le FIDA a consolidé cette trajectoire afin qu'elle soit irréversible. L'Afrique subsaharienne représente à elle seule 45% des activités du FIDA qui fait de l'agriculture une priorité. La production agricole nécessite alors d'être améliorée, respectueuse de l'environnement.

Avec agridigitale.net



Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

**LA MAIN DU MARBRE****WWW.LAMAINDUMARBRE.COM****contact@lomaindumarbre.com****+228 918 943 13/921 408 56**